

Loi, du 9 *avril* 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail; VII, 316.

DÉCRET, du 28 *février* 1899, portant règlements d'administration publique pour l'application des articles 26, 27 et 28 de la loi du 9 avril 1898 (trois décrets de même date); VIII, 37, 64 et 71.

ARRÊTÉ du ministre du commerce et de l'industrie, du 1^{er} *mars* 1899, instituant un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail; VIII, 85.

DÉCRET, du 10 *mai* 1899, conférant au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, la surveillance des caisses de secours constituées dans les industries autres que les mines, minières et carrières; VIII, 365.

ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur, du 16 *mai* 1899, concernant l'application, de la part des sociétés de secours mutuels, des dispositions de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 (convention avec les chefs d'entreprise pour le paiement des frais de maladie et de l'indemnité journalière aux victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité temporaire de travail); VIII, 366.

Loi, du 24 *mai* 1899, étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents; VIII, 373.

DÉCRET, du 26 *mai* 1899, approuvant les tarifs établis par la caisse nationale d'assurances en cas d'accident, conformément

à la loi précitée du 24 *mai* 1899; VIII, 376.

Loi, du 29 *juin* 1899, relative à la résiliation des polices d'assurances souscrites par les chefs d'entreprises soumis à l'application de la loi du 9 avril 1898; VIII, 419.

— 30 *juin* 1899, concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés; VIII, 421.

DÉCRET, du 30 *juin* 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 (modèles des déclarations des accidents survenus dans les établissements industriels, des récépissés de ces déclarations, du procès-verbal du maire, des avis au service d'inspection du travail ou au service des mines et de la transmission à la justice de paix); VIII, 422.

— 1^{er} *juillet* 1899, complétant nomenclature des industries admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le repos hebdomadaire et la durée du travail; VIII, 445.

— 18 *août* 1899 modifiant les modèles annexés au décret du 30 *juin* 1899 relatif à l'application des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898; VIII, 486.

ARRÊTÉ ministériel, du 24 *août* 1899 modifiant l'arrêté du 1^{er} *mars* 1899, relatif à l'institution d'un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail; VIII, 495.

Loi, du 30 *mars* 1900, modifiant

et complétant la loi du 2 novembre 1892 ainsi que le décret-loi des 9-14 septembre 1848, relatif à la durée du travail des adultes hommes; IX, 131.

Loi de finances, du 13 *avril* 1900. Extrait (article 31) concernant une disposition additionnelle à la loi du 9 avril 1898 (frais de transport des juges de paix et émoluments des officiers ministériels); IX, 143.

DÉCRET, du 14 *août* 1900, approuvant le nouveau tarif établi par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, conformément à la loi du 24 *mai* 1899; IX, 421.

— 17 *septembre* 1900, portant création et organisation des conseils du travail; IX, 454.

ARRÊTÉ du ministre du commerce et de l'industrie, du 10 octobre 1900 modifiant l'arrêté du 1^{er} *mars* 1899 relatif à l'institution d'un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail; IX, 477.

DÉCRET, du 2 *janvier* 1901, modifiant le décret du 17 septembre 1900, relatif à la création des conseils du travail; X, 5.

ARRÊTÉ du ministre du commerce et de l'industrie, du 2 *février* 1901, instituant à Douai (Nord) un conseil du travail pour l'industrie houillère; X, 42.

DÉCRET, du 14 *juillet* 1901, modifiant l'article 5, § 2, du décret du 10 *mars* 1894 (aérage et chauffage des locaux dépendant des établissements industriels); X, 196.

Divers.

RÈGLEMENT, du 1^{er} *septembre* 1884, ayant pour objet de prévenir les abordages en mer. (Extrait); II, 556.

DÉCRET, du 26 *janvier* 1892, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes; I, 12.

— 4 *février* 1892, modifiant le décret du 19 *août* 1891 relatif aux attributions et au fonctionnement de l'Office du travail; I, 29.

— 2 *février* 1892, nommant M. *Viette* (député), ministre des travaux publics en remplacement de M. Yves Guyot; I, 54.

ARRÊTÉ ministériel, du 8 *novembre* 1892, créant un service spécial pour l'exécution de la topographie souterraine de la Bresse; I, 350.

DÉCRET, du 6 *décembre* 1892, nommant M. *Viette* (précédemment démissionnaire), ministre des travaux publics; I, 352.

Loi, du 27 *décembre* 1892, sur la conciliation et l'arbitrage facultatif en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés; I, 359.

— 29 *décembre* 1892, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics; I, 362.

DÉCRET, du 11 janvier 1893, nommant M. Viette (précédemment démissionnaire) ministre des travaux publics ; II, 12.

— 4 avril 1893. *Idem. Idem* ; II, 193.

Loi du 1^{er} août 1893, modifiant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions ; II, 455.

DÉCRET, du 4 août 1893, modifiant le nombre et les attributions des divisions de la direction des chemins de fer (Administration centrale du ministère des travaux publics) ; II, 477.

ORDONNANCE du préfet de police, du 14 août 1893, concernant le fonctionnement et la circulation, sur la voie publique dans Paris et le ressort de la préfecture de police, des véhicules à moteur mécanique autres que ceux qui servent à l'exploitation des voies ferrées concédées ; II, 459.

DÉCRET, du 20 novembre 1893, portant règlement pour l'éclairage pendant la nuit sur les fleuves et rivières, des bateaux et des obstacles à la navigation ; II, 530.

— 3 décembre 1893 nommant M. Jonnart (député), ministre des travaux publics, en remplacement de M. Viette ; II, 567.

Loi, du 30 décembre 1893, accordant des encouragements spéciaux à l'industrie des huiles de schiste ; II, 568.

DÉCRET, du 13 avril 1894, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ; III, 557.

— 30 mai 1894, nommant

M. Barthou (député) ministre des travaux publics, en remplacement de M. Jonnart ; III, 309.

DÉCRET, du 1^{er} juillet 1894, nommant M. Barthou (précédemment démissionnaire) ministre des travaux publics ; III, 391.

Loi, du 27 juillet 1894, portant suppression de l'impôt intérieur sur les huiles minérales ; III, 405.

DÉCRET, du 24 août 1894, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 décembre 1893, relative aux encouragements spéciaux accordés à l'industrie des huiles de schiste ; III, 448.

— 24 août 1894, autorisant la Société des mines de la Loire à se transformer en société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867-1^{er} août 1893 ; III, 447.

— 25 septembre 1894 autorisant la C^{ie} de quatre mines réunies de Graissessac. *Idem* ; III, 470.

Loi, du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires des ouvriers ou employés ; IV, 8 ; *erratum*, p. 562.

DÉCRET, du 26 janvier 1895, nommant M. Dupuy-Dutemps (député), ministre des travaux publics en remplacement de M. Barthou ; IV, 12.

— 17 août 1895, autorisant la C^{ie} des mines de la Grand-Combe à se transformer en société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867-1^{er} août 1893 ; IV, 400.

— 1^{er} novembre 1895, nommant

M. Guyot-Dessaigne (député) ministre des travaux publics en remplacement de M. Dupuy-Dutemps ; IV, 483.

DÉCRET, du 18 novembre 1895, nommant l'inspecteur général des mines en Algérie, membre du conseil de gouvernement ; IV, 485.

— 25 novembre 1895, modifiant l'article 3 du décret du 20 novembre 1893 relatif à l'éclairage pendant la nuit, sur les fleuves et rivières, des bateaux et des obstacles à la navigation ; IV, 486.

— 27 janvier 1896, approuvant une convention relative à la concession d'une parcelle de terrain dépendant du Grand Lac salé d'Oran (Algérie) ; V, 57.

— 10 mars 1896, autorisant la Société des houillères de Saint-Etienne à se transformer en société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867-1^{er} août 1893 ; V, 129.

— 14 mars 1896, portant concession de la franchise postale pour la correspondance échangée avec divers fonctionnaires et agents du contrôle de l'exploitation des chemins de fer ; V, 131.

— 29 avril 1896, nommant M. Turrel (député), ministre des travaux publics, en remplacement de M. Guyot-Dessaigne ; V, 322.

— 6 juillet 1896, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ; IV, note de la p. 336.

— 1^{er} septembre 1896, modifiant l'organisation de l'Admi-

nistration centrale du ministère des travaux publics ; V, 499.

DÉCRET, du 31 décembre 1896, portant réorganisation de la haute administration de l'Algérie ; V, 615.

— 21 février 1897, édictant un nouveau règlement en vue de prévenir les abordages en mer ; VI, 30.

— 6 juin 1897, modifiant l'organisation de l'office du travail ; VI, 333.

— 24 juin 1897, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ; VI, 335.

Loi de finances, du 21 juillet 1897. Extrait (article 5) relatif à l'imposition des salins, salines et marais salants, à la contribution foncière ; VI, 354.

ARRÊTÉ ministériel, du 26 juillet 1897, réglant l'usage du vélo-pède dans les services dépendant du ministère des travaux publics ; VI, 356.

DÉCRET, du 4 août 1897, autorisant la Société de l'éclairage au gaz, et des hauts-fourneaux et fonderies, de Marseille et des mines de Portes-et-Sénéchas, à se transformer en Société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867-1^{er} août 1893 ; VI, 373.

— 17 août 1897, portant organisation de l'inspection générale des travaux publics des colonies ; VI, 379.

— 17 août 1897, modifiant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; VI, 382.

DÉCRET, du 18 août 1897, portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie; VI, 383.

— 3 février 1898, portant réorganisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics; VII, 75.

Loi, du 3 mars 1898, portant établissement d'un droit d'entrée sur le plomb, ses minerais enrichis et ses dérivés divers; VII, 91.

— 17 mars 1898, tendant à rendre plus rapide et plus économique la revision du cadastre; VII, 93.

ARRÊTÉ ministériel, du 24 mars 1898 (*Topographies souterraines*). Voir *infra*; p. 500.

DÉCRET, du 5 juin 1898, autorisant la *Compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy* à se transformer en société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867, — 1^{er} août 1893; VII, 376.

— 9 juin 1898, portant création au ministère des finances d'un service spécial dit: « service du renouvellement ou de la revision et de la conservation du cadastre »; VII, 377.

— 28 juin 1898, nommant M. Tillaye (député) ministre des travaux publics, en remplacement de M. Turrel; VII, 379.

— 29 juillet 1898, complétant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes; VII, 391.

— 23 août 1898, portant réorganisation de la haute administration de l'Algérie; VII, 430.

— 23 août 1898, portant réor-

ganisation du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie; VII, 434.

DÉCRET, du 4 septembre 1898, fixant les conditions d'application du régime de l'admission temporaire en franchise des plombs; VII, 447.

— 17 septembre 1898, nommant M. Godin (sénateur) ministre des travaux publics, en remplacement de M. Tillaye; VII, 450.

— 1^{er} novembre 1898, nommant M. Camille Krantz (député) ministre des travaux publics, en remplacement de M. Godin; VII, 499.

— 29 décembre 1898, désignant les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines comme ordonnateurs secondaires du ministère des travaux publics aux lieux et places des préfets; VII, 546.

— 18 février 1899, nommant M. Camille Krantz (précédemment démissionnaire) ministre des travaux publics; VIII, 53.

— 6 mai 1899, nommant M. Monestier (sénateur) ministre des travaux publics, en remplacement de M. Camille Krantz; VIII, 365.

— 3 juin 1899, portant création d'une médaille de bronze, à titre de récompense, pour actes de courage et de dévouement; VIII, 417.

— 10 juin 1899, admettant à la franchise postale les correspondances échangées entre la caisse des dépôts et consignations et les ingénieurs en chef des mines et des ponts et chaussées; VIII, 417.

— 22 juin 1899, nommant M. Pierre Baudin (député) ministre

des travaux publics, en remplacement de M. Monestier; VIII, 419.

DÉCRET, du 29 juin 1899, rendant applicables à l'Algérie le décret du 3 juin 1899 (création d'une médaille de bronze) ainsi que les dispositions antérieures relatives aux récompenses honorifiques pour actes de courage et de dévouement; VIII, 419.

— 1^{er} juillet 1899, autorisant la *Compagnie anonyme des houillères d'Ahun* à se transformer en Société anonyme dans les termes des lois des 24 juillet 1867-1^{er} août 1893; VIII, 446.

Loi, du 10 juillet 1899, prorogeant pendant six années les primes allouées à l'industrie des huiles de schiste; VIII, 461.

DÉCRET, du 19 juillet 1899, modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes; VIII, 462.

— 18 septembre 1899. *Idem*. *Idem*; VIII, 546.

— 14 décembre 1899, accordant la franchise postale pour la correspondance de service échangée entre les ingénieurs en chef et ordinaires des mines et les inspecteurs spéciaux d'automobiles; VIII, 653.

Loi de finances, du 13 avril 1900, Extraits: 1^o (articles 19 à 22); dispositions concernant les travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement, exécutés pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes; 2^o (article 24), réduction à deux mois du délai fixé par l'article 11 du décret du 22 juillet 1806 pour le recours au conseil d'Etat; IX, 142 et 143.

DÉCRET, du 9 décembre 1900, autorisant les fonctionnaires publics ne jouissant pas de la franchise postale sous plis fermés, à faire usage à titre facultatif d'enveloppes ouvertes pour la correspondance officielle de service; IX, 525.

Loi, du 19 décembre 1900, portant création d'un budget spécial pour l'Algérie; IX, 528.

DÉCRET, du 19 janvier 1901, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 10 juillet 1899 relative aux primes allouées à l'industrie des huiles de schiste; X, 13.

— du 4 mai 1901, modifiant l'article 2 du décret du 18 août 1897 relatif à l'organisation des services des travaux publics en Algérie; X, 153.